

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 298 [S - C - 2001/09035]

**28 NOVEMBRE 2000. — Loi du 28 novembre 2000
relative à la criminalité informatique (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Dispositions complétant le Code pénal*

Art. 2. L'intitulé du chapitre IV, titre III, livre II du Code pénal, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Des faux commis en écritures, en informatique et dans les dépêches télégraphiques. »

Art. 3. A l'article 193 du même Code, les mots « , en informatique » sont insérés entre les mots « en écritures » et les mots « ou dans les dépêches télégraphiques ».

Art. 4. Il est inséré dans le livre II, titre III, chapitre IV, du même Code une section *Ilbis*, rédigée comme suit :

« Section *Ilbis*. — Faux en informatique

Art. 210bis. § 1^{er}. Celui qui commet un faux, en introduisant dans un système informatique, en modifiant ou effaçant des données, qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, ou en modifiant par tout moyen technologique l'utilisation possible des données dans un système informatique, et par là modifie la portée juridique de telles données, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Celui qui fait usage des données ainsi obtenues, tout en sachant que celles-ci sont fausses, est puni comme s'il était l'auteur du faux.

§ 3. La tentative de commettre l'infraction visée au § 1^{er} et est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Les peines prévues par les §§ 1^{er} à 3 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions prévues aux articles 259bis, 314bis, 504quater ou au titre IXbis. »

Art. 5. Il est inséré dans le livre II, titre IX, chapitre II du même Code une section *IIIbis*, rédigée comme suit :

« Section *IIIbis*. — Fraude informatique

Art. 504quater. § 1^{er}. Celui qui se procure, pour soi-même ou pour autrui, un avantage patrimonial frauduleux en introduisant dans un système informatique, en modifiant ou effaçant des données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, ou en modifiant par tout moyen technologique l'utilisation possible des données dans un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. La tentative de commettre l'infraction visée au § 1^{er} et est punie d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Les peines prévues par les §§ 1^{er} et 2 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions visées aux articles 210bis, 259bis, 314bis ou au titre IXbis. »

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 298 [S - C - 2001/09035]

**28 NOVEMBER 2000. — Wet van 28 november 2000
inzake informaticacriminaliteit (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot aanvulling van het Strafwetboek*

Art. 2. Het opschrift van hoofdstuk IV, titel III, boek II van het Strafwetboek wordt vervangen als volgt :

« Valsheid in geschriften, in informatica en in telegrammen. »

Art. 3. In artikel 193 van hetzelfde Wetboek worden de woorden « geschriften of in telegrammen » vervangen door de woorden « geschriften, in informatica of in telegrammen ».

Art. 4. In boek II, titel III, hoofdstuk IV van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling *Ilbis* ingevoegd, luidende :

« Afdeling *Ilbis*. — Valsheid in informatica

Art. 210bis. § 1. Hij die valsheid pleegt, door gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, in te voeren in een informaticasysteem, te wijzigen, te wissen of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem te veranderen, waardoor de juridische draagwijdte van dergelijke gegevens verandert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Hij die, terwijl hij weet dat aldus verkregen gegevens vals zijn, hiervan gebruik maakt, wordt gestraft alsof hij de dader van de valsheid was.

§ 3. Poging tot het plegen van het misdrijf, bedoeld in § 1, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. De straffen bepaald in de §§ 1 tot 3 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 259bis, 314bis, 504quater of in titel IXbis. »

Art. 5. In boek II, titel IX, hoofdstuk II van hetzelfde Wetboek wordt een afdeling *IIIbis* ingevoegd, luidende :

« Afdeling *IIIbis*. — Informaticabedrog

Art. 504quater. § 1. Hij die, voor zichzelf of voor een ander, een bedrieglijk vermoogensvoordeel verwerft, door gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, in een informaticasysteem in te voeren, te wijzigen, te wissen of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem te veranderen, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Poging tot het plegen van het misdrijf bedoeld in § 1 wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank, of met een van die straffen alleen.

§ 3. De straffen bepaald in de §§ 1 en 2 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 210bis, 259bis, 314bis of in titel IXbis. »

Art. 6. Il est inséré dans le livre II du même Code un titre *IXbis*, rédigé comme suit :

« Titre *IXbis*. — Infractions contre la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes informatiques et des données qui sont stockées, traitées ou transmises par ces systèmes.

Art. 550bis. § 1^{er}. Celui qui, sachant qu'il n'y est pas autorisé, accède à un système informatique ou s'y maintient, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à vingt-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Si l'infraction visée à l'alinéa 1^{er}, est commise avec une intention frauduleuse, la peine d'emprisonnement est de six mois à deux ans.

§ 2. Celui qui, avec une intention frauduleuse ou dans le but de nuire, outrepassé son pouvoir d'accès à un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de vingt-six francs à vingt-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Celui qui se trouve dans une des situations visées aux §§ 1^{er} et 2 et qui :

1° soit reprend, de quelque manière que ce soit, les données stockées, traitées ou transmises par le système informatique;

2° soit fait un usage quelconque d'un système informatique appartenant à un tiers ou se sert du système informatique pour accéder au système informatique d'un tiers;

3° soit cause un dommage quelconque, même non intentionnellement, au système informatique ou aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système ou au système informatique d'un tiers ou aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système;

est puni d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de vingt-six francs belges à cinquante mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. La tentative de commettre une des infractions visées aux §§ 1^{er} et 2 est punie des mêmes peines.

§ 5. Celui qui, avec une intention frauduleuse ou dans le but de nuire, recherche, rassemble, met à disposition, diffuse ou commercialise des données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique et par lesquelles les infractions prévues par les §§ 1^{er} à 4 peuvent être commises, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 6. Celui qui ordonne la commission d'une des infractions visées aux §§ 1^{er} à 5 ou qui y incite, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cent francs à deux cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 7. Celui qui, sachant que des données ont été obtenues par la commission d'une des infractions visées aux §§ 1^{er} à 3, les détient, les révèle à une autre personne ou les divulgue, ou fait un usage quelconque des données ainsi obtenues, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 8. Les peines prévues par les §§ 1^{er} à 7 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions visées aux articles 210bis, 259bis, 314bis, 504quater ou 550ter.

Art. 550ter. § 1^{er}. Celui qui, dans le but de nuire, directement ou indirectement, introduit dans un système informatique, modifie ou efface des données, ou qui modifie par tout moyen technologique l'utilisation possible de données dans un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à vingt-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Celui qui, suite à la commission d'une infraction visée au § 1^{er}, cause un dommage à des données dans le système informatique concerné ou dans tout autre système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à septante-cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. Celui qui, suite à la commission d'une infraction visée au § 1^{er}, empêche, totalement ou partiellement, le fonctionnement correct du système informatique concerné ou de tout autre système informatique, est puni d'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 6. In boek II van hetzelfde Wetboek wordt een titel *IXbis* ingevoegd, luidende :

« Titel *IXbis*. — Misdrijven tegen de vertrouwelijkheid, integriteit en beschikbaarheid van informaticasystemen en van de gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen.

Art. 550bis. § 1. Hij die, terwijl hij weet dat hij daar toe niet gerechtigd is, zich toegang verschafft tot een informaticasysteem of zich daarin handhaaft, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftentwintig duizend frank of met een van die straffen alleen.

Wanneer het misdrijf, bedoeld in het eerste lid, gepleegd wordt met bedrieglijk opzet, bedraagt de gevangenisstraf zes maanden tot twee jaar.

§ 2. Hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, zijn toegangsbevoegdheid tot een informaticasysteem overschrijdt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot twee jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftentwintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. Hij die zich in een van de gevallen bedoeld in de §§ 1 en 2 bevindt en :

1° hetzij de gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van het informaticasysteem op enige manier overneemt;

2° hetzij enig gebruik maakt van een informaticasysteem van een derde of zich bedient van het informaticasysteem om toegang te verkrijgen tot een informaticasysteem van een derde;

3° hetzij enige schade, zelfs onopzettelijk, veroorzaakt aan het informaticasysteem of aan de gegevens die door middel van het informaticasysteem worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen of aan een informaticasysteem van een derde of aan de gegevens die door middel van het laatstgenoemde informaticasysteem worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen;

wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. Poging tot het plegen van een van de misdrijven, bedoeld in §§ 1 en 2, wordt gestraft met dezelfde straffen.

§ 5. Hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem en waarmee de misdrijven, bedoeld in §§ 1 tot 4, gepleegd kunnen worden, opspoort, verzamelt, ter beschikking stelt, verspreidt of verhandelt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 6. Hij die opdracht geeft of aanzet tot het plegen van een van de misdrijven, bedoeld in §§ 1 tot 5, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van honderd frank tot tweehonderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 7. Hij die, terwijl hij weet dat gegevens bekomen zijn door het plegen van een van de misdrijven bedoeld in §§ 1 tot 3, deze gegevens onder zich houdt, aan een andere persoon onthult of verspreidt, of er enig gebruik van maakt, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 8. De straffen bepaald in de §§ 1 tot 7 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 210bis, 259bis, 314bis, 504quater of 550ter.

Art. 550ter. § 1. Hij die, met het oogmerk om te schaden, rechtstreeks of onrechtstreeks, gegevens in een informaticasysteem invoert, wijzigt, wist, of met enig ander technologisch middel de mogelijke aanwending van gegevens in een informaticasysteem verandert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijftentwintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 2. Hij die, ten gevolge van het plegen van een misdrijf bedoeld in § 1, schade berokkent aan gegevens in dit of enig ander informaticasysteem, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot vijfenzeventigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 3. Hij die, ten gevolge van het plegen van een van de misdrijven bedoeld in § 1, de correcte werking van dit of enig ander informaticasysteem geheel of gedeeltelijk belemmert, wordt gestraft met gevangenisstraf van een jaar tot vijf jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderdduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. Celui qui, avec une intention frauduleuse ou dans le but de nuire, conçoit, met à disposition, diffuse ou commercialise des données stockées, traitées ou transmises par un système informatique, alors qu'il sait que ces données peuvent être utilisées pour causer un dommage à des données ou empêcher, totalement ou partiellement le fonctionnement correct d'un système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-six francs à cent mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 5. Les peines prévues par les §§ 1^{er} à 4 sont doublées si une infraction à l'une de ces dispositions est commise dans les cinq ans qui suivent le prononcé d'une condamnation pour une de ces infractions ou pour une des infractions visées aux articles 210bis, 259bis, 314bis, 504quater ou 550bis. »

CHAPITRE III. — *Dispositions modifiant
le Code d'instruction criminelle*

Art. 7. Il est inséré dans le Code d'instruction criminelle un article 39bis, rédigé comme suit :

« Art. 39bis. § 1^{er}. Sans préjudice des dispositions spécifiques de cet article, les règles de ce code relatives à la saisie, y compris l'article 28sexies, sont applicables aux mesures consistant à copier, rendre inaccessibles et retirer des données stockées dans un système informatique.

§ 2. Lorsque le procureur du Roi découvre dans un système informatique des données stockées qui sont utiles pour les mêmes finalités que celles prévues pour la saisie, mais que la saisie du support n'est néanmoins pas souhaitable, ces données, de même que les données nécessaires pour les comprendre, sont copiées sur des supports qui appartiennent à l'autorité. En cas d'urgence ou pour des raisons techniques, il peut être fait usage de supports qui sont disponibles pour des personnes autorisées à utiliser le système informatique.

§ 3. Il utilise en outre les moyens techniques appropriés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.

Si les données forment l'objet de l'infraction ou ont été produites par l'infraction et si elles sont contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs ou constituent un danger pour l'intégrité des systèmes informatiques ou pour des données stockées, traitées ou transmises par le biais de tels systèmes, le procureur du Roi utilise tous les moyens techniques appropriés pour rendre ces données inaccessibles.

Il peut cependant, sauf dans le cas prévu à l'alinéa précédent, autoriser l'usage ultérieur de l'ensemble ou d'une partie de ces données, lorsque cela ne présente pas de danger pour l'exercice des poursuites.

§ 4. Lorsque la mesure prévue au § 2 n'est pas possible, pour des raisons techniques ou à cause du volume des données, le procureur du Roi utilise les moyens techniques appropriés pour empêcher l'accès à ces données dans le système informatique, de même qu'aux copies de ces données qui sont à la disposition de personnes autorisées à utiliser le système informatique, de même que pour garantir leur intégrité.

§ 5. Le procureur du Roi informe le responsable du système informatique de la recherche effectuée dans le système informatique et lui communique un résumé des données qui ont été copiées, rendues inaccessibles ou retirées.

§ 6. Le procureur du Roi utilise les moyens techniques appropriés pour garantir l'intégrité et la confidentialité de ces données.

Des moyens techniques appropriés sont utilisés pour leur conservation au greffe.

La même règle s'applique, lorsque des données qui sont stockées, traitées ou transmises dans un système informatique sont saisies avec leur support, conformément aux articles précédents. »

§ 4. Hij die, met bedrieglijk opzet of met het oogmerk om te schaden, gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, ontwerpt, ter beschikking stelt, verspreidt of verhandelt, terwijl hij weet dat deze gegevens aangewend kunnen worden om schade te berokkenen aan gegevens of, geheel of gedeeltelijk, de correcte werking van een informaticasysteem te belemmeren, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot drie jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot honderduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 5. De straffen bepaald in de §§ 1 tot 4 worden verdubbeld indien een overtreding van een van die bepalingen wordt begaan binnen vijf jaar na de uitspraak houdende veroordeling wegens een van die strafbare feiten of wegens een van de strafbare feiten bedoeld in de artikelen 210bis, 259bis, 314bis, 504quater of 550bis. »

HOOFDSTUK III. — *Bepalingen tot wijziging
van het Wetboek van strafvordering*

Art. 7. In het Wetboek van strafvordering wordt een artikel 39bis ingevoegd, luidende :

« Art. 39bis. § 1. Onverminderd de specifieke bepalingen van dit artikel, zijn de regels van dit wetboek inzake inbeslagneming, met inbegrip van artikel 28sexies, van toepassing op het kopiëren, ontoegankelijk maken en verwijderen van in een informaticasysteem opgeslagen gegevens.

§ 2. Wanneer de procureur des Konings in een informaticasysteem opgeslagen gegevens aantreft die nuttig zijn voor dezelfde doeleinden als de inbeslagneming, maar de inbeslagneming van de drager daarvan evenwel niet wenselijk is, worden deze gegevens, evenals de gegevens noodzakelijk om deze te kunnen verstaan, gekopieerd op dragers, die toebehoren aan de overheid. In geval van dringendheid of om technische redenen, kan gebruik gemaakt worden van dragers, die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken.

§ 3. Hij wendt bovendien de passende technische middelen aan om de toegang tot deze gegevens in het informaticasysteem, evenals tot de kopieën daarvan die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken, te verhinderen en hun integriteit te waarborgen.

Indien de gegevens het voorwerp van het misdrijf vormen of voortgekomen zijn uit het misdrijf en indien de gegevens strijdig zijn met de openbare orde of de goede zeden, of een gevaar opleveren voor de integriteit van informaticasystemen of gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, wendt de procureur des Konings alle passende technische middelen aan om deze gegevens ontoegankelijk te maken.

Hij kan evenwel, behoudens in het geval bedoeld in het vorige lid, het verdere gebruik van het geheel of een deel van deze gegevens toestaan, wanneer dit geen gevaar voor de strafvordering oplevert.

§ 4. Wanneer de in § 2 vermelde maatregel niet mogelijk is om technische redenen of wegens de omvang van de gegevens, wendt hij de passende technische middelen aan om de toegang tot deze gegevens in het informaticasysteem, evenals tot de kopieën daarvan die ter beschikking staan van personen die gerechtigd zijn om het informaticasysteem te gebruiken, te verhinderen en hun integriteit te waarborgen.

§ 5. De procureur des Konings brengt de verantwoordelijke van het informaticasysteem op de hoogte van de zoeking in het informaticasysteem en deelt hem een samenvatting mee van de gegevens die zijn gekopieerd, ontoegankelijk gemaakt of verwijderd.

§ 6. De procureur des Konings wendt de passende technische middelen aan om de integriteit en de vertrouwelijkheid van deze gegevens te waarborgen.

Gepaste technische middelen worden aangewend voor de bewaring hiervan op de griffie.

Hetzelfde geldt, wanneer gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen in een informaticasysteem, samen met hun drager in beslag worden genomen, overeenkomstig de vorige artikelen. »

Art. 8. Il est inséré dans le même Code un article 88ter, rédigé comme suit :

« Art. 88ter. § 1^{er}. Lorsque le juge d'instruction ordonne une recherche dans un système informatique ou une partie de celui-ci, cette recherche peut être étendue vers un système informatique ou une partie de celui-ci qui se trouve dans un autre lieu que celui où la recherche est effectuée :

— si cette extension est nécessaire pour la manifestation de la vérité à l'égard de l'infraction qui fait l'objet de la recherche, et

— si d'autres mesures seraient disproportionnées, ou s'il existe un risque que, sans cette extension, des éléments de preuve soient perdus.

§ 2. L'extension de la recherche dans un système informatique ne peut pas excéder les systèmes informatiques ou les parties de tels systèmes auxquels les personnes autorisées à utiliser le système informatique qui fait l'objet de la mesure ont spécifiquement accès.

§ 3. En ce qui concerne les données recueillies par l'extension de la recherche dans un système informatique, qui sont utiles pour les mêmes finalités que celles prévues pour la saisie, les règles prévues à l'article 39bis s'appliquent. Le juge d'instruction informe le responsable du système informatique, sauf si son identité ou son adresse ne peuvent être raisonnablement retrouvées.

Lorsqu'il s'avère que ces données ne se trouvent pas sur le territoire du Royaume, elles peuvent seulement être copiées. Dans ce cas, le juge d'instruction, par l'intermédiaire du ministre public, communique sans délai cette information au ministre de la Justice, qui en informe les autorités compétentes de l'état concerné, si celui-ci peut raisonnablement être déterminé.

§ 4. L'article 89bis est applicable à l'extension de la recherche dans un système informatique. »

Art. 9. Il est inséré dans le même Code un article 88quater, rédigé comme suit :

« Art. 88quater. § 1^{er}. Le juge d'instruction ou un officier de police judiciaire auxiliaire du procureur du Roi délégué par lui, peut ordonner aux personnes dont il présume qu'elles ont une connaissance particulière du système informatique qui fait l'objet de la recherche ou des services qui permettent de protéger ou de crypter des données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, de fournir des informations sur le fonctionnement de ce système et sur la manière d'y accéder ou d'accéder aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par un tel système, dans une forme compréhensible. Le juge d'instruction mentionne les circonstances propres à l'affaire justifiant la mesure dans une ordonnance motivée qu'il transmet au procureur du Roi.

§ 2. Le juge d'instruction peut ordonner à toute personne appropriée de mettre en fonctionnement elle-même le système informatique ou, selon le cas, de rechercher, rendre accessibles, copier, rendre inaccessibles ou retirer les données pertinentes qui sont stockées, traitées ou transmises par ce système, dans la forme qu'il aura demandée. Ces personnes sont tenues d'y donner suite, dans la mesure de leurs moyens.

L'ordonnance visée à l'alinéa 1^{er}, ne peut être prise à l'égard de l'inculpé et à l'égard des personnes visées à l'article 156.

§ 3. Celui qui refuse de fournir la collaboration ordonnée aux §§ 1^{er} et 2 ou qui fait obstacle à la recherche dans le système informatique, est puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou y prête son concours, est tenue de garder le secret. Toute violation du secret est punie conformément à l'article 458 du Code pénal.

§ 5. L'Etat est civilement responsable pour le dommage causé de façon non intentionnelle par les personnes requises à un système informatique ou aux données qui sont stockées, traitées ou transmises par un tel système. »

Art. 10. A l'article 89 du même Code, modifié par les lois des 10 juillet 1967 et 20 mai 1997, les mots « et 39 » sont remplacés par les mots « . 39 et 39bis ».

Art. 8. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 88ter ingevoegd, luidende :

« Art. 88ter. § 1. Wanneer de onderzoeksrechter een zoeking beveelt in een informaticasysteem of een deel daarvan, kan deze zoeking worden uitgebreid naar een informaticasysteem of een deel daarvan dat zich op een andere plaats bevindt dan daar waar de zoeking plaatsvindt :

— indien deze uitbreiding noodzakelijk is om de waarheid aan het licht te brengen ten aanzien van het misdrijf dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking; en

— indien andere maatregelen disproportioneel zouden zijn, of indien er een risico bestaat dat zonder deze uitbreiding bewijselementen verloren gaan.

§ 2. De uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem mag zich niet verder uitstrekken dan tot de informaticasystemen of de delen daarvan waartoe de personen die gerechtigd zijn het onderzochte informaticasysteem te gebruiken, in het bijzonder toegang hebben.

§ 3. Inzake de door uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem aangetroffen gegevens, die nuttig zijn voor dezelfde doeleinden als de inbeslagneming, wordt gehandeld zoals bepaald in artikel 39bis. De onderzoeksrechter brengt de verantwoordelijke van dit informaticasysteem op de hoogte, tenzij diens identiteit of woonplaats redelijkerwijze niet achterhaald kan worden.

Wanneer blijkt dat deze gegevens zich niet op het grondgebied van het Rijk bevinden, worden ze enkel gekopieerd. In dat geval deelt de onderzoeksrechter dit, via het openbaar ministerie, onverwijld mee aan het ministerie van Justitie, dat de bevoegde overheid van de betrokken Staat hiervan op de hoogte brengt, indien deze redelijkerwijze kan worden bepaald.

§ 4. Artikel 89bis is van toepassing op de uitbreiding van de zoeking in een informaticasysteem. »

Art. 9. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 88quater ingevoegd, luidende :

« Art. 88quater. § 1. De onderzoeksrechter, of in zijn opdracht een officier van gerechtelijke politie, hulpofficier van de procureur des Konings, kan personen van wie hij vermoedt dat ze een bijzondere kennis hebben van het informaticasysteem dat het voorwerp uitmaakt van de zoeking of van diensten om gegevens die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen door middel van een informaticasysteem, te beveiligen of te versleutelen, bevelen inlichtingen te verstrekken over de werking ervan en over de wijze om er toegang toe te verkrijgen, of in een verstaanbare vorm toegang te verkrijgen tot de gegevens die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen. De onderzoeksrechter vermeldt de omstandigheden eigen aan de zaak die de maatregel wettigen in een met redenen omkleed bevelschrift dat hij meedeelt aan de procureur des Konings.

§ 2. De onderzoeksrechter kan iedere geschikte persoon bevelen om zelf het informaticasysteem te bedienen of de ter zake dienende gegevens, die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, naargelang het geval, te zoeken, toegankelijk te maken, te kopiëren, ontoegankelijk te maken of te verwijderen, in de door hem gevorderde vorm. Deze personen zijn verplicht hieraan gevolg te geven, voorzover dit in hun mogelijkheden ligt.

Het bevel bedoeld in het eerste lid kan niet worden gegeven aan de verdachte en aan de personen bedoeld in artikel 156.

§ 3. Hij die weigert de in §§1 en 2 gevorderde medewerking te verlenen of de zoeking in het informaticasysteem hindert, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot één jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of daaraan zijn medewerking verleent, is tot geheimhouding verplicht. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

§ 5. De Staat is burgerrechtelijk aansprakelijk voor de schade die onopzettelijk door de gevorderde personen aan een informaticasysteem of de gegevens, die door middel daarvan worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen, wordt veroorzaakt. »

Art. 10. In artikel 89 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 10 juli 1967 en 20 mei 1997, worden de woorden « en 39, » vervangen door de woorden « . 39 en 39bis ».

Art. 11. A l'article 90ter, § 2, du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par les lois des 7 avril 1995, 13 avril 1995, 10 juin 1998 et 10 janvier 1999, sont apportées les modifications suivantes :

A) le 1°bis est remplacé par les dispositions suivantes :

« 1°bis. A l'article 210bis du même Code;

1°ter. A l'article 259bis du même Code;

1°quater. A l'article 314bis du même Code;

1°quinquies. Aux articles 324bis et 324ter du même Code »;

B) il est inséré un 10°bis, rédigé comme suit :

« 10°bis. A l'article 504quater du même Code »;

C) il est inséré un 13°bis, rédigé comme suit :

« 13°bis. Aux articles 550bis et 550ter du même Code. »

Art. 12. L'article 90quater du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et modifié par la loi du 10 juin 1998, est complété par un § 4, rédigé comme suit :

« § 4. Le juge d'instruction peut ordonner aux personnes dont il présume qu'elles ont une connaissance particulière du service de télécommunications qui fait l'objet d'une mesure de surveillance ou des services qui permettent de protéger ou de crypter les données qui sont stockées, traitées ou transmises par un système informatique, de fournir des informations sur le fonctionnement de ce système et sur la manière d'accéder au contenu de la télécommunication qui est ou a été transmise, dans une forme compréhensible.

Il peut ordonner aux personnes de rendre accessible le contenu de la télécommunication, dans la forme qu'il aura demandée. Ces personnes sont tenues d'y donner suite, dans la mesure de leurs moyens.

Celui qui refuse de fournir la collaboration ordonnée conformément aux alinéas précédents, est puni d'un emprisonnement de six mois à un an et d'une amende de vingt-six francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Toute personne qui, du chef de sa fonction, a connaissance de la mesure ou est appelée à y prêter son concours technique, est liée par le secret de l'instruction. Toute violation du secret sera punie conformément à l'article 458 du Code pénal. »

Art. 13. A l'article 90septies du même Code, inséré par la loi du 30 juin 1994 et remplacé par la loi du 10 juin 1998, il est inséré entre le quatrième et le cinquième alinéa, un nouvel alinéa, rédigé comme suit :

« Les moyens appropriés sont utilisés pour garantir l'intégrité et la confidentialité de la communication ou de la télécommunication enregistrée et, dans la mesure du possible, pour réaliser sa transcription ou sa traduction. La même règle vaut pour la conservation au greffe des enregistrements et de leur transcription ou de leur traduction et pour les mentions dans le registre spécial. Le Roi détermine, après avoir recueilli l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, ces moyens et le moment où ils remplacent la conservation sous pli scellé ou le registre spécial prévus aux alinéas 3 et 4. »

CHAPITRE IV. — *Disposition modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques*

Art. 14. A l'article 109ter, E, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, inséré par la loi du 21 décembre 1994, renuméroté par la loi du 19 décembre 1997 et remplacé par la loi du 10 juin 1998, sont apportées les modifications suivantes :

— 1° l'alinéa 1^{er} du § 2 est complété comme suit :

« , ainsi que les obligations pour les opérateurs de réseaux de télécommunications et les fournisseurs de services de télécommunications d'enregistrer et de conserver, pendant un certain délai en vue de l'investigation et de la poursuite d'infractions pénales, dans les cas à déterminer par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et sur proposition du ministre de la Justice et du ministre qui a les Télécommunications et les Entreprises et Participations publiques dans ses attributions, les données d'appel de moyens de télécommunications et les données d'identification d'utilisateurs de services de télécommunications. Ce délai, qui ne peut jamais être inférieur à 12 mois, ainsi que les données d'appel et d'identification seront déterminés par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission pour la protection de la vie privée.

Art. 11. In artikel 90ter, § 2, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wetten van 7 april 1995, 13 april 1995, 10 juni 1998 en 10 januari 1999, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

A) het 1°bis wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 1°bis. Artikel 210bis van hetzelfde Wetboek;

1°ter. Artikel 259bis van hetzelfde Wetboek;

1°quater. Artikel 314bis van hetzelfde Wetboek;

1°quinquies. Artikelen 324bis en 324ter van hetzelfde Wetboek »;

B) er wordt een 10°bis ingevoegd, luidende :

« 10°bis. Artikel 504quater van hetzelfde Wetboek »;

C) er wordt een 13°bis ingevoegd, luidende :

« 13°bis. Artikelen 550bis en 550ter van hetzelfde Wetboek. »

Art. 12. In artikel 90quater van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en gewijzigd bij de wet van 10 juni 1998, wordt een § 4 toegevoegd, luidende :

« § 4. De onderzoeksrechter kan personen waarvan hij vermoedt dat ze een bijzondere kennis hebben van de telecommunicatiedienst waarop de bewakingsmaatregel betrekking heeft of van diensten om gegevens, die worden opgeslagen, verwerkt of overgedragen via een informaticasysteem, te beveiligen of te versleutelen, bevelen inlichtingen te verlenen over de werking ervan en over de wijze om in een verstaanbare vorm toegang te verkrijgen tot de inhoud van telecommunicatie die wordt of is overgebracht.

Hij kan personen bevelen om de inhoud van de telecommunicatie toegankelijk te maken in de door hem gevorderde vorm. Deze personen zijn verplicht hieraan gevolg te geven, voorzover dit in hun mogelijkheden ligt.

Hij die weigert de overeenkomstig de vorige leden bevolen medewerking te verlenen, wordt gestraft met gevangenisstraf van zes maanden tot een jaar en met geldboete van zesentwintig frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

Iedere persoon die uit hoofde van zijn bediening kennis krijgt van de maatregel of die ertoe wordt geroepen zijn technische medewerking te verlenen, is gebonden door het geheim van het gerechtelijk onderzoek. Iedere schending van het geheim wordt gestraft overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek. »

Art. 13. In artikel 90septies van hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 30 juni 1994 en vervangen bij de wet van 10 juni 1998, wordt tussen het vierde en het vijfde lid een nieuw lid ingevoegd, luidende :

« De passende middelen worden aangewend om de integriteit en de vertrouwelijkheid van de opgenomen communicatie of telecommunicatie te waarborgen, en voor zover mogelijk, de overschrijving of vertaling hiervan tot stand te brengen. Hetzelfde geldt voor de bewaring op de griffie van de opnamen en de overschrijving of vertaling hiervan en voor de vermeldingen in het bijzonder register. De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, deze middelen en het ogenblik waarop ze de bewaring onder verzegelde omslag of het bijzonder register, bedoeld in het derde en het vierde lid, vervangen. »

HOOFDSTUK IV. — *Bepaling tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven*

Art. 14. In artikel 109ter, E, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, ingevoegd bij de wet van 21 december 1994, hernummerd bij de wet van 19 december 1997 en vervangen bij de wet van 10 juni 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

— 1° het eerste lid van § 2 wordt aangevuld als volgt :

« , evenals de verplichtingen voor de operatoren van telecommunicatienetwerken en de verstrekkers van telecommunicatiediensten om de oproepgegevens van telecommunicatiemiddelen en de identificatiegegevens van gebruikers van telecommunicatiediensten te registreren en gedurende een bepaalde termijn te bewaren met het oog op de opsporing en vervolging van strafbare feiten, in de gevallen, te bepalen bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en op voorstel van de minister van Justitie en de minister bevoegd voor Telecommunicatie, Overheidsbedrijven en Participaties. Deze termijn, die nooit minder mag zijn dan 12 maanden, alsook de oproepgegevens en de identificatiegegevens worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Cette conservation imposée aux opérateurs de réseaux de télécommunications et aux fournisseurs de services de télécommunications doit s'effectuer à l'intérieur des limites du territoire de l'Union européenne. »;

— 2° l'article 109ter, E, est complété comme suit :

« § 3. Celui qui ne respecte pas les obligations prévues par le Roi en vertu des paragraphes précédents est puni d'un emprisonnement de trois mois à six mois et d'une amende de vingt-six francs à vingt mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 4. Le Roi par arrêté délibéré en Conseil des ministres et après avis de la Commission pour la protection de la vie privée prévoit les modalités et les moyens appropriés pour garantir la confidentialité et l'intégrité des données d'appels et d'identification visées au § 2. »

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du Sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2000.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

Scellé du Sceau de l'État :

Le Ministre de la Justice,
M. VERWILGHEN

—————
Note

(1) Session 1999—2000.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 50-213/1. — Amendements n°s 50-213/2 et 50-213/3. — Rapport de la commission, n° 50-213/4. — Texte adopté par la commission, n° 50-213/5. — Amendements, n° 50-213/6. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 50-213/7.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 30 mars 2000.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 2-392/1. — Amendements, n° 2-392/2. — Rapport de la commission, n° 2-392/3. — Texte adopté par la commission, n° 2-392/4. — Amendements, n°s 2-392/5 et 2-392/6. — Texte amendé en séance plénière et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 2-392/7.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 12 et 13 juillet 2000.

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. — Projet amendé par le Sénat, n° 50-213/8. — Amendements, n°s 50-213/9 et 50-213/10. — Rapport de la commission, n° 50-213/11. — Texte adopté par la commission, n° 50-213/12. — Texte adopté en séance plénière et renvoyé au Sénat, n° 50-213/13.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 26 octobre 2000.

Sénat.

Documents parlementaires. — Projet amendé par la Chambre des représentants, n° 2-392/8. — Rapport de la commission, n° 2-392/9. — Texte adopté par la commission, n° 2-392/10. — Décision de se rallier au projet réamendé par la Chambre, n° 2-392/11.

Annales parlementaires. — Discussion et adoption. Séance du 16 novembre 2000.

Deze bewaringsplicht voor de operatoren van de telecommunicatienetwerken en de verstreckers van de telecommunicatiediensten moet worden uitgevoerd binnen de grenzen van de Europese Unie. »;

— 2° artikel 109ter, E, wordt als volgt aangevuld :

« § 3. Hij die de verplichtingen door de Koning krachtens de vorige paragrafen bepaald, niet nakomt, wordt gestraft met gevangenisstraf van drie maanden tot zes maanden en met geldboete van zeventwintig frank tot twintigduizend frank of met een van die straffen alleen.

§ 4. De Koning bepaalt bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad en na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de modaliteiten en de middelen om de vertrouwelijkheid en de integriteit van de oproep- en identificatiegegevens bedoeld in § 2 te waarborgen. »

Kondigen deze wet af, bevelen dat zo met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 28 november 2000.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
M. VERWILGHEN

—————
Nota

(1) Zitting 1999-2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Wetsontwerp, nr. 50-213/1. — Amendementen nrs. 50-213/2 en 50-213/3. — Verslag van de commissie, nr. 50-213/4. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-213/5. — Amendementen, nr. 50-213/6. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 50-213/7.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 30 maart 2000.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-392/1. — Amendementen, nr. 2-392/2. — Verslag van de commissie, nr. 2-392/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-392/4. — Amendementen, nrs. 2-392/5 en 2-392/6. — Tekst geamendeerd in plenaire vergadering en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-392/7.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 en 13 juli 2000.

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 50-213/8. — Amendementen, nrs. 50-213/9 en 50-213/10. — Verslag van de commissie, nr. 50-213/11. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 50-213/12. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en teruggezonden aan de Senaat, nr. 50-213/13.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 oktober 2000.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. — Ontwerp geamendeerd door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 2-392/8. — Verslag van de commissie, nr. 2-392/9. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 2-392/10. — Beslissing om in te stemmen met het door de Kamer opnieuw geamendeerd ontwerp, nr. 2-392/11.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 16 november 2000.